

Résumé

Rapport sur le développement humain **2010**

Édition du 20e anniversaire du RDH

La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain



Publié pour le
Programme des
Nations Unies pour
le développement
(PNUD)

Avant-propos

En 1990, le PNUD publia son premier *Rapport sur le développement humain* (RDH), avec son Indice de développement humain nouvellement conçu. Le postulat de départ de l'IDH, alors considéré comme radical, était élégamment simple : le développement national ne devait pas être mesuré sur la base du seul revenu national, conformément à l'usage en cours jusqu'alors, mais aussi sur celle de l'espérance de vie et de l'alphabétisation pour lesquelles des données comparables étaient disponibles pour la plupart des pays.

Le nouvel IDH présentait un certain nombre de points faibles, que les auteurs du Rapport reconnuent sans détour, notamment sa dépendance vis-à-vis de moyennes nationales sans égard pour toute considération distributive et une absence de « mesure quantitative de la liberté humaine ». Cependant, il avança avec succès la thèse centrale du Rapport, énoncée succinctement dans sa phrase d'ouverture : « Les personnes sont la vraie richesse d'une nation. »

Vingt ans plus tard, la brillance conceptuelle et la pertinence de ce paradigme original du développement humain restent incontestables. Il est maintenant presque universellement admis que le succès d'un pays ou le bien-être d'un individu ne peut être mesuré strictement en termes monétaires. Le revenu est bien entendu crucial : sans ressources, tout progrès est difficile. Mais il est également essentiel de savoir si les gens ont la chance de vivre une vie longue et en bonne santé, s'ils ont ou non accès à une éducation et s'ils sont libres d'utiliser leurs connaissances et leurs talents pour façonner leurs propres destinées.

Telle était la vision originale et telle demeure la réussite considérable des créateurs des *Rapports de développement humain*, le Pakistanais Mahbub ul Haq, et son ami proche, et collaborateur, l'Indien Amartya Sen, travaillant avec d'autres penseurs majeurs du développement. Leur concept a non seulement guidé 20 ans de *Rapports sur le développement humain*, mais également plus de 600 Rapports sur le développement humain nationaux - préparés, rédigés et publiés dans leurs pays respectifs - ainsi que les nombreux rapports provocateurs couvrant les diverses régions du monde avec l'appui des bureaux régionaux du PNUD.

Plus encore, l'approche du développement humain a marqué d'une empreinte profonde une génération entière de décideurs et de spécialistes du développement de par le monde - y compris des milliers au sein même du PNUD et dans le système des Nations Unies.

Le 20^e anniversaire du Rapport offre la possibilité de réexaminer les avancées et les défis du développement humain de manière systématique à l'échelle mondiale et nationale - une entreprise qui n'a pas été menée depuis le premier Rapport - et d'analyser leurs implications pour les politiques de développement et les orientations futures de la recherche.

Sur un point crucial, la preuve a été apportée de façon claire et convaincante : les pays peuvent faire beaucoup pour améliorer la qualité de la vie des gens, et ce même dans des circonstances défavorables. De nombreux pays ont enregistré des gains importants en matière de santé et d'éducation en dépit d'une croissance modeste du revenu, tandis que d'autres affichant pourtant une solide performance économique au cours de plusieurs décennies ont échoué à la traduire en termes d'espérance de vie, de scolarisation et de niveau de vie général. Les progrès ne sont jamais automatiques, ils requièrent une volonté politique, une direction courageuse et un engagement continu de la communauté internationale.

Les données des 40 dernières années révèlent également une énorme diversité de chemins menant au développement humain : il n'existe ni modèle unique ni prescriptions uniformes garantissant le succès.

Ce Rapport rend compte des progrès significatifs accomplis par la majorité des pays dans la plupart des domaines, les pays les plus pauvres affichant souvent les gains les plus importants. Si cette dernière observation ne surprendra peut-être pas les statisticiens, l'hypothèse selon laquelle les nations aux revenus les plus faibles progresseraient nettement sur la voie du développement était loin de faire l'unanimité voilà maintenant quatre décennies ; c'est pourtant ce que révèlent les chiffres en matière d'éducation, de santé et (dans une moindre mesure) de revenu.

Toutes les tendances ne sont pas positives, comme nous ne le savons que trop. Malheureusement, plusieurs pays ont vu leur IDH régresser en valeur absolue depuis le Rapport de 1990. Ces pays témoignent de l'impact dévastateur des conflits, de l'épidémie de SIDA et de la mauvaise gestion économique et politique. La plupart d'entre eux ont fait l'expérience de plusieurs voire de l'ensemble de ces facteurs.

J'applaudis tout particulièrement la perpétuation de la tradition d'innovation en matière de mesure incarnée par le *Rapport sur le développement humain*. Trois nouvelles mesures – rendant compte de l'inégalité multidimensionnelle, des disparités de genre et des déprivations extrêmes – sont introduites dans le Rapport de cette année. L'IDH ajusté aux inégalités, l'indice d'inégalité de genre, et l'indice de pauvreté multidimensionnelle, s'appuyant sur des innovations sur le terrain, des avancées théoriques et une amélioration des données, sont appliqués pour la plupart des pays du monde et offrent des perspectives nouvelles importantes.

Ces nouveaux outils de mesure renforcent la validité, jamais remise en cause, de la vision originale du développement humain. Les futurs Rapports devront affronter des problèmes encore plus ardues, notamment les questions de plus en plus centrales relatives à la soutenabilité, ainsi que les inégalités et la notion d'autonomisation au sens large. Nombre des défis analytiques et statistiques identifiés dans le Rapport original de 1990 se posent encore à nous.

Si le PNUD peut tirer une fierté légitime du soutien qu'il a apporté tout au long des deux décennies passées à ce Rapport intellectuellement indépendant et novateur, il convient de souligner que les *Rapports sur le développement humain* ne sont pas un produit portant la seule griffe PNUD. Les Rapports s'appuient dans une large mesure sur les connaissances et les perspectives d'autres agences sœurs des Nations Unies, des gouvernements nationaux et de centaines d'experts à travers le monde, dans un esprit de collaboration dont nous demeurons particulièrement reconnaissants. Comme cette édition du 20^e anniversaire en fait l'éclatante démonstration, les valeurs et les conclusions des *Rapports sur le développement humain* devront continuer à guider notre action au cours des 20 prochaines années – et au-delà.



Helen Clark
Administratrice
Programme des Nations Unies pour le développement

Les analyses et les recommandations de politique de ce Rapport ne reflètent pas nécessairement les vues du Programme des Nations Unies pour le développement ou de son Comité de direction. Le Rapport est une publication indépendante commanditée par le PNUD. La préparation et la rédaction de ce Rapport sont le fruit du travail de l'équipe du Rapport sur le développement humain et d'un groupe de conseillers éminents dirigé par Jeni Klugman, Directrice du Bureau du rapport sur le développement humain.

Introduction – Amartya Sen

En 1990, la compréhension publique du développement fut galvanisée par la publication du premier *Rapport sur le développement humain*. Sous la conduite du visionnaire Mahbub ul Haq, il eut un effet profond sur la manière dont les décideurs, les agents de la fonction publique et les médias, tout comme les économistes et autres chercheurs en sciences sociales, considèrent l'avancement sociétal. Plutôt que de se concentrer seulement sur quelques indicateurs traditionnels du progrès économique (tel que le produit national brut par habitant) la comptabilité du « développement humain » proposa un examen systématique d'une mine d'informations sur la façon dont les êtres humains vivent dans chacune des sociétés et sur les libertés substantives dont ils jouissent.

Au moment où Mahbub ul Haq devint le leader avant-gardiste de l'approche du développement humain, plusieurs voix critiques réclamaient une approche dépassant les mesures économiques standards telles qu'elles étaient alors fournies et proposaient des ruptures constructives. Avec une intuition remarquable, Mahbub entrevit la possibilité de regrouper ces initiatives en vue du développement d'une vaste conception alternative qui serait tout à la fois pratique et inclusive. Les *Rapports sur le développement humain* permirent l'inclusion d'une riche variété d'informations et d'analyses portant sur différents aspects de la vie humaine.

Cependant, la difficulté de remplacer un chiffre simple comme le PNB par une avalanche de tableaux (et un vaste ensemble d'analyses apparentées) est que cette dernière n'offre pas la même facilité d'utilisation que le grossier PNB. Un indice simple, l'indice de développement humain (IDH), fut alors conçu avec pour objectif explicite de rivaliser avec le PNB, en se concentrant exclusivement sur la durée de vie, l'éducation de base et le revenu minimal. Il n'est pas surprenant que l'IDH, qui se révéla très populaire dans les discussions publiques, ait une « rusticité » rappelant celle du PNB. Ce diagnostic ne doit pas être mal interprété. Ayant eu le privilège de travailler avec Mahbub lors de la conception de l'IDH, je dirais que cet IDH fit ce qu'on attendait de lui : faire office de mesure simple comme le PNB mais, à la différence de celui-ci, sans faire l'impasse sur tout ce qui n'est pas revenu et marchandises. Toutefois, la portée immense de l'approche du développement humain ne doit pas être réduite, comme elle l'est parfois, au champ étroit de l'IDH.

Le monde a fait du chemin depuis 1990. De nombreux gains ont été engrangés (comme par exemple en matière d'alphabétisation), mais la raison d'être de l'approche du développement humain est de se concentrer sur ce qui reste à faire - ce qui demande le plus d'attention dans le monde contemporain - de la pauvreté aux déprivations, à l'inégalité et l'insécurité. De nouveaux tableaux continuent à apparaître dans le flot continu de *Rapports sur le développement humain*, et de nouveaux indices ont été conçus pour compléter l'IDH et enrichir notre évaluation.

De fait, les défis nouveaux qui se posent à nous se sont également intensifiés – comme par exemple ceux qui concernent la conservation de notre environnement et la soutenabilité de notre bien-être et de nos libertés substantives. L'approche du développement humain est suffisamment flexible pour tenir compte des perspectives futures de la vie humaine sur la planète, y compris les perspectives des spécificités du monde qui nous sont précieuses, qu'elles soient ou non liées à notre situation propre (par exemple, nous pouvons nous engager en faveur de la survie d'espèces animales menacées pour des raisons qui transcendent notre propre bien-être). Faire d'un chiffre tel que l'IDH un fourre-tout devant rendre compte d'un nombre de

plus en plus important de considérations serait une erreur grossière, mais l'approche du développement humain est suffisamment flexible pour faire place à de nouvelles préoccupations et considérations (y compris des prévisions des niveaux futurs de l'IDH), sans que cela nécessite de tenter de façon confuse de les agréger en une mesure globale.

Vingt ans après la sortie du premier Rapport sur le développement humain, le chemin parcouru mérite d'être célébré. Mais nous devons également rester en éveil, prêts à saisir toute possibilité qui nous permettrait d'améliorer notre compréhension des difficultés chroniques et de repérer – et de surmonter – les menaces nouvelles mettant en péril le bien-être et la liberté des humains. Cet engagement permanent fait en effet partie de la vision élargie de Mahbub ul Haq. La nécessité de renouveler cet engagement ne s'est pas amenuisée avec le temps.

Rapport sur le développement humain 2010

Table des matières

Avant-propos
Introduction – Amartya Sen
Remerciements
Acronymes

VUE D'ENSEMBLE

CHAPITRE 1

La réaffirmation du développement humain

Le postulat originel
Les rapports sur le développement humain : en avance sur leur temps
La vitalité jamais démentie du développement humain

CHAPITRE 2

L'avancée des populations

Les dernières tendances du développement humain à travers le prisme de l'indice de développement humain
Longévité et santé : tandem gagnant
Le savoir, créateur de possibilités
L'élévation des niveaux de vie

CHAPITRE 3

Les multiples chemins du progrès

L'énigme de la croissance économique et du développement humain
Les progrès à l'échelle mondiale : l'importance des idées et de l'innovation
Le rôle des institutions, des politiques et de l'équité
Les tenants et aboutissants : le marché, l'État et le contrat social

CHAPITRE 4

Les bonnes nouvelles n'arrivent pas toutes en même temps

Les diverses facettes du développement humain
Autonomisation
Inégalité
Vulnérabilité et soutenabilité

CHAPITRE 5

Les mesures de l'inégalité et de la pauvreté : innovations

Trois nouvelles mesures multidimensionnelles
La mesure de l'inégalité multidimensionnelle : l'IDH ajusté aux inégalités
La mesure de l'inégalité de genre : l'indice d'inégalité de genre
La mesure de la pauvreté : l'indice de pauvreté multidimensionnelle

CHAPITRE 6

La feuille de route au-delà de 2010

Le progrès sous la menace du changement climatique
L'agenda des politiques publiques
L'agenda de la recherche

Notes
Références

ANNEXE STATISTIQUE

Guide du lecteur
Légende des pays et des classements IDH, 2010
Tableaux statistiques
Notes techniques
Définitions des termes statistiques
Classification des pays

La vraie richesse des nations : Les chemins du développement humain

« Les personnes sont la vraie richesse d'une nation. » Par ces mots, le *Rapport sur le développement humain (RDH)* de 1990 se fit le précurseur d'une approche nouvelle du développement. Considérer que le développement doit avoir pour objectif de créer un environnement permettant aux populations de vivre longtemps, en bonne santé et dans un cadre créatif va aujourd'hui de soi. Or, il n'en fut pas toujours ainsi ! L'un des principaux objectifs du RDH, au cours des 20 dernières années, a été d'insister sur le fait que le développement est avant tout et fondamentalement une question de personnes.

Ce Rapport rend hommage aux contributions de l'approche du développement humain, dont la pertinence continue de donner un sens à ce monde en constante évolution et d'améliorer – de diverses façons – le bien-être de tout un chacun. Le développement humain est, indiscutablement, une notion évolutive plutôt qu'un ensemble de préceptes figés et statiques ; de même les outils et concepts analytiques évoluent au fur et à mesure que le monde change. L'on comprendra donc que le présent Rapport se penche sur les possibilités d'adaptation de l'approche du développement humain aux défis du nouveau millénaire.

Les 20 dernières années ont vu des progrès substantiels dans bien des aspects du développement humain. La plupart des gens sont aujourd'hui en meilleure santé, vivent plus longtemps, sont mieux éduqués et ont un plus large accès aux biens et aux services. Même dans les pays qui connaissent des conditions économiques défavorables, l'éducation et la santé des gens se sont grandement améliorées. Et ces progrès ne se sont pas limités à la santé, à l'éducation et à l'élévation des revenus mais ont aussi concerné la faculté des gens à choisir leurs dirigeants, à influencer les décisions publiques et à partager le savoir.

Pourtant, tout n'a pas été positif. Ces années ont aussi été marquées par un accroissement des inégalités – entre pays comme en leur sein – ainsi que par l'émergence de modèles de production et de consommation qui, de manière croissante, sont apparus insoutenables. Les progrès ont été variables et les populations de certaines régions – comme l'Afrique australe et l'ancienne Union soviétique – ont subi des périodes de recul, notamment dans

le domaine de la santé. De nouvelles vulnérabilités requièrent des politiques publiques innovantes pour faire face au risque et aux inégalités tout en exploitant les forces dynamiques du marché pour le bénéfice de tous.

Ces problèmes appellent de nouveaux outils. Dans ce Rapport, nous introduisons trois mesures dans la famille d'indices du RDH – l'indice de développement humain ajusté aux inégalités, l'indice d'inégalité de genre et l'indice de pauvreté multidimensionnelle (veuillez vous reporter aux définitions des termes essentiels dans le Rapport, voir l'Encadré 1). Ces mesures de pointe incorporent des avancées récentes de la théorie et de la mesure et affirment la centralité de l'inégalité et de la pauvreté dans le cadre d'analyse du développement humain. Nous introduisons ces séries expérimentales avec l'intention de stimuler un débat public informé dépassant la focalisation traditionnelle sur les mesures agrégées.

Les défis du présent requièrent également une perspective nouvelle sur les politiques. Bien qu'il n'existe pas de remède miracle ni de potion magique pour le développement humain, certaines implications politiques sont claires. Premièrement, nous ne saurions présumer que le développement futur reproduira les avancées du passé : les opportunités présentes et à venir sont plus importantes à divers égards. Deuxièmement, la diversité des expériences et la spécificité des contextes excluent les prescriptions politiques globales et orientent plutôt vers des principes et des recommandations d'ordre plus général. Troisièmement, de nouveaux défis majeurs doivent être abordés – à commencer par le changement climatique.

Termes essentiels utilisés dans ce Rapport

Groupes à IDH très élevé, élevé, moyen, faible. Classifications des pays en fonction des quartiles de l'Indice de développement humain (IDH). Un pays appartient au groupe « très élevé » si son IDH figure dans le premier quartile, au groupe « élevé » si son IDH figure dans les percentiles de 51 à 75, au groupe « moyen » si son IDH figure dans les percentiles de 26 à 50 et au groupe « faible » si son IDH figure dans le dernier quartile. À noter que les rapports RDH antérieurs utilisaient des seuils en valeur absolue plutôt qu'en valeur relative.

Développé/en développement. Les pays figurant dans la catégorie présentant un IDH très élevé sont appelés pays développés, et les autres qui n'entrent pas dans ce groupe pays en développement. Nous utilisons ces termes uniquement pour des raisons de commodité pour désigner les pays qui ont atteint les niveaux d'IDH les plus élevés.

Indice de développement humain (IDH). Mesure composite des niveaux atteints dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation et niveau de vie décent. Pour faciliter les comparaisons, la valeur moyenne des niveaux atteints dans ces trois dimensions s'échelonne de 0 à 1, la valeur supérieure étant la meilleure. Ces indicateurs sont agrégés au moyen de méthodes géométriques (voir Encadré 1.2 au Chapitre 1).

Indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI). Mesure du niveau moyen de développement humain chez les personnes au sein d'une société, compte tenu des inégalités. Dans des conditions d'égalité

parfaite, l'IDH et l'IDHI prennent une valeur égale ; mais les inégalités deviennent plus importantes au fur et à mesure que l'écart se creuse entre ces deux indices.

Indice d'inégalité de genre (IIG). Mesure qui exprime le déficit de progrès dû aux disparités de genre dans les trois dimensions suivantes, à savoir la santé de la reproduction, l'autonomisation et le taux d'activité sur le marché de l'emploi. Les valeurs s'échelonnent de 0 (égalité parfaite) à 1 (inégalité totale).

Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). Mesure des graves déprivations existant dans les dimensions que sont la santé, la scolarisation et les niveaux de vie. Il réunit le nombre de personnes souffrant de déprivations et la sévérité de leurs déprivations.

IDH hybride. IDH calculé sur la base de la nouvelle forme fonctionnelle énoncée dans le Rapport complet, et en fonction des trois dimensions précitées. Il est mesuré en termes d'espérance de vie, de niveau d'alphabétisation, de taux brut de scolarisation et de PIB par habitant. En raison d'une meilleure disponibilité des données, ce concept se prête mieux à la réalisation d'analyses des tendances de long terme.

Pays les plus performants/pays les moins performants. Pays dont l'augmentation ou la baisse de l'IDH a été la plus forte. Cet indice est mesuré par la déviation de la ligne de régression, qui calcule les changements survenus dans les indicateurs d'un pays par rapport aux changements moyens constatés dans les pays partant de la même base.

Remarque : Pour de plus amples détails sur les nouveaux indices, prière de se reporter au Rapport complet et aux Notes techniques 1-4.

Bien des défis nous attendent. Certains relèvent de l'action politique : les politiques de développement doivent être basées sur le contexte local et des principes généraux avisés ; bien des problèmes dépassent la capacité des seuls États et requièrent des institutions mondiales devant rendre des comptes par le biais de processus démocratiques. Il y a également des implications dans le domaine de la recherche : une analyse plus poussée de la relation étonnamment faible entre croissance économique et améliorations en matière de santé et d'éducation, ainsi qu'une considération approfondie de la manière dont la multidimensionnalité des objectifs développementaux affecte la réflexion sur le développement, n'en sont que deux exemples.

La célébration de 20 ans de développement humain

Il y a vingt ans, le monde sortait d'une décennie d'endettement, d'ajustement et d'austérité, et une multitude de transformations politiques se dessinait. Avec éloquence et humanité, le premier RDH appela à une approche différente de l'économie et

du développement, une approche qui placerait les gens en son centre. Cette approche était ancrée dans une nouvelle vision du développement, inspirée par la passion et la vision créatives de Mahbub ul Haq, l'auteur principal des premiers RDH, et par le travail révolutionnaire d'Amartya Sen.

Dans cette 20^e édition du RDH, nous réaffirmons la pertinence immuable du développement humain. Nous montrons en quoi l'approche du développement humain était avant-gardiste – comment ses concepts, ses mesures et ses politiques firent naître des points de vue importants sur les formes et voies du progrès, et comment cette approche peut aider à tracer un chemin menant à un mode de développement centré sur les individus.

Le RDH de 1990 s'ouvrait par une définition claire du développement humain comme un processus « d'élargissement du choix des gens », mettant en avant la liberté de jouir d'une bonne santé, d'être éduqué et de profiter d'un niveau de vie décent. Mais il soulignait également que le développement humain et le bien-être vont bien au-delà de ces trois dimensions pour englober une gamme bien plus large de capacités incluant les

libertés politiques, les droits de l'homme et, reprenant Adam Smith, « la capacité d'apparaître en public sans avoir honte ». La réception enthousiaste des gouvernements, de la société civile, des chercheurs et des médias démontrèrent la résonance profonde de cette approche innovatrice dans la communauté du développement et au-delà.

Une réaffirmation

Bien que le premier *RDH* eût pris soin de présenter une vision nuancée du développement humain, avec le temps, l'expression consacrée de « l'élargissement du choix des gens » a été largement adoptée. Cette description est fondamentale – mais insuffisante. Le développement humain implique de maintenir des résultats positifs sur la durée et de combattre les processus qui appauvrissent les gens ou font le terreau de l'oppression et des injustices structurelles. Des principes tels que l'équité, la soutenabilité et le respect des droits de l'homme sont par conséquent essentiels.

Selon la tradition du développement humain, l'approche se veut dynamique et non pas figée. Nous proposons une réaffirmation en accord avec la pratique de développement sur le terrain et avec la littérature académique sur le développement humain et les capacités :

Le développement humain est l'élargissement des libertés des personnes afin de leur permettre de vivre une vie longue, en bonne santé et créative ; de faire avancer les autres objectifs auxquels ils ont des raisons d'accorder de la valeur ; et de jouer un rôle actif dans le façonnage de l'équité et de la soutenabilité du développement sur une planète partagée. Les gens sont tout à fois les bénéficiaires et la force motrice du développement humain, en tant qu'individus et en tant que groupes.

Cette réaffirmation souligne ce qui est au cœur du développement humain – ses thèmes de soutenabilité, d'équité et d'autonomisation, et sa flexibilité inhérente. Parce que les gains peuvent s'avérer fragiles et vulnérables, et parce que les générations futures doivent être traitées équitablement, des efforts spéciaux sont requis pour garantir que le développement humain résiste à l'épreuve du temps – qu'il soit durable. Le développement implique aussi de combattre les disparités structurelles – il doit être équitable. Et il s'agit de permettre aux gens d'exercer leur choix individuel et de participer aux processus, de les

façonner et d'en profiter au niveau du ménage, au niveau communautaire et au niveau national – d'être autonomisés.

Le développement humain insiste sur la délibération et le débat et sur le fait que les objectifs du développement doivent rester ouverts à discussion. Les gens, individuellement ou en groupes, façonnent ces processus. Le cadre analytique du développement humain s'applique à tous les pays, riches ou pauvres, et à tous les peuples. Il est suffisamment ouvert, robuste et vibrant pour fournir un paradigme pour le siècle nouveau.

L'évolution du bien-être : une ascension inégale

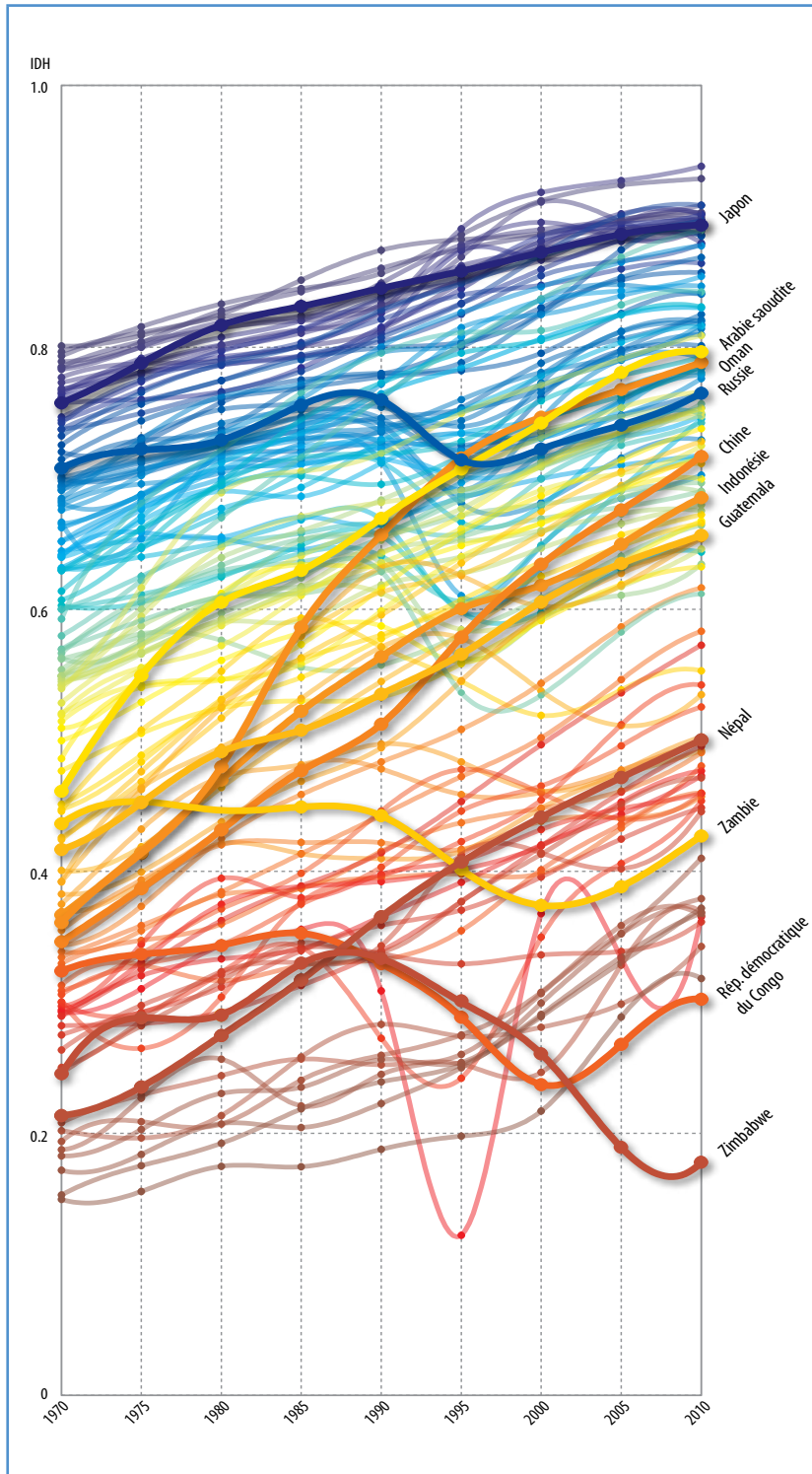
Une des contributions majeures de ce Rapport est l'évaluation systématique des tendances des composantes clés du développement humain au cours des 40 dernières années. Cette évaluation rétrospective, un objectif important du 20^e anniversaire, est l'analyse la plus complète dans la série des *RDH* à ce jour, et met en lumière des perspectives nouvelles importantes.

À l'aune de quelques critères de base, nous vivons aujourd'hui dans un monde meilleur que ce qu'il était en 1990 ou en 1970. Au cours des vingt dernières années, un grand nombre de personnes de par le monde ont connu des améliorations spectaculaires dans les aspects essentiels de leur vie. Dans l'ensemble, leur santé est meilleure, ils sont plus éduqués, plus riches, et ont acquis un pouvoir de nomination et de responsabilisation de leurs dirigeants bien plus important qu'autrefois. Les augmentations successives de notre mesure globale du développement – l'indice de développement humain (IDH), qui regroupe des informations sur l'espérance de vie, la scolarisation et le revenu dans une seule mesure composite – en témoignent (Figure 1). L'IDH moyen du monde a crû de 18 pour cent depuis 1990 (et de 41 pour cent depuis 1970), rendant compte de larges améliorations agrégées en termes d'espérance de vie, de scolarisation, d'alphabétisme et de revenu. Mais ces années ont aussi été marquées par des différences d'expériences considérables ainsi que par une volatilité importante, des thèmes sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Presque tous les pays ont bénéficié de ce progrès. Des 135 pays représentant 92 pour cent de la population mondiale, 3 seulement – la République Démocratique du Congo, la Zambie et le Zimbabwe – ont un IDH plus bas aujourd'hui qu'en 1970 (voir Figure 1).

Une des contributions majeures de ce Rapport est l'évaluation systématique des composantes clés du développement humain au cours des 40 dernières années. Nous constatons des progrès substantiels, mais tous les aspects ne sont pas positifs

Progrès global, variabilité considérable : Tendances mondiales - dans les tendances de l'indice de développement humain, 1970-2010



Note : Les résultats se rapportent à un échantillon de 135 pays. Ils ont été calculés sur la base de l'IDH hybride décrit dans le Rapport complet. Les pays les plus performants sont : Oman, la Chine, le Népal, l'Indonésie et l'Arabie saoudite ; les pays les moins performants sont : la République démocratique du Congo, la Zambie et le Zimbabwe.

Source : Calculs du BRDH à partir de la base de données du BRDH. Les données sont tirées des analyses de tendances – voir le chapitre 2 pour plus de détails.

Dans l'ensemble, les pays pauvres rattrapent les pays riches en termes d'IDH. Cette convergence dépeint une image bien plus optimiste qu'une perspective limitée aux tendances du revenu, dans laquelle la divergence s'est poursuivie. Mais tous les pays n'ont pas connu un progrès rapide, et les variations sont frappantes. Ceux ayant connu le progrès le plus lent sont les pays d'Afrique subsaharienne, frappés par l'épidémie de VIH, et les pays de l'ancienne Union soviétique souffrant d'un accroissement de la mortalité des adultes.

Les pays les plus performants (ceux dont l'augmentation de l'IDH a été la plus forte) incluent des cas de « croissances miraculeuses des revenus » bien connus tels que la Chine, l'Indonésie et la Corée du Sud. Mais ils en comprennent aussi d'autres – comme le Népal, Oman et la Tunisie – où le progrès dans les dimensions non monétaires du développement humain a été tout aussi remarquable (Tableau 1). Il est frappant que parmi les 10 pays en haut de la liste, plusieurs ne sont pas typiquement décrits comme étant des plus performants. L'Éthiopie arrive ainsi en 11^{ème} position, et l'on compte trois autres pays d'Afrique subsaharienne (le Botswana, le Bénin et le Burkina Faso) dans les 25 premiers.

Ainsi, la perspective de développement humain élargi fournit une évaluation du succès très différente de celle, par exemple, de la Commission Spence sur la croissance et le développement. Ceci révèle que des progrès dans les secteurs de la santé et de l'éducation peuvent entraîner des succès en matière de développement humain – de fait, 7 pays entrent dans la liste des 10 meilleurs grâce à leurs réussites en matière de santé et d'éducation, dans certains cas sans même jouir d'une croissance exceptionnelle.

Tous les pays n'ont pas connu un progrès rapide, et la variation est frappante. Au cours des 40 dernières années, un quart des pays en développement a vu son IDH s'accroître de moins de 20 pour cent, un autre quart de plus de 65 pour cent. Ces différences reflètent partiellement des points de départ différents – les pays moins développés ont en moyenne un progrès plus rapide en santé et en éducation que ceux qui le sont davantage. Mais la moitié de la variation dans la performance de l'IDH est inexpliquée par l'IDH initial, et des pays ayant des points de départ similaires connaissent des évolutions remarquablement différentes, ceci suggérant que les facteurs nationaux tels que politiques, institutions et géographie sont importants (Figure 2).

Les avancées en matière de santé ont été conséquentes mais ralentissent. Le ralentissement du progrès global est causé par les dégradations spectaculaires de la situation sanitaire dans 19 pays. Dans neuf d'entre eux – six en Afrique subsaharienne et trois dans l'ancienne Union soviétique – l'espérance de vie est tombée sous les niveaux de 1970. L'épidémie de VIH et l'accroissement de la mortalité des adultes dans les pays en transition en sont les causes.

Le progrès en matière d'éducation a été substantiel et généralisé, reflétant non seulement des améliorations quantitatives en matière de scolarisation mais aussi dans l'équité de l'accès à cette dernière pour les filles et les garçons. Dans une large mesure, ce progrès reflète une participation plus active de l'État, qui se traduit plus souvent en termes quantitatifs – plus d'enfants trouvant le chemin de l'école – que qualitatifs.

Le progrès en termes de revenu varie beaucoup plus. Malgré des progrès d'ensemble, il n'existe pas de convergence de revenu – contrairement à ce qui est observé dans les domaines de la santé et de l'éducation – du simple fait qu'au cours des 40 dernières années, les pays riches ont, en moyenne, joui d'une plus forte croissance que les pays pauvres. L'écart entre pays développés et pays en développement persiste : un petit sous-ensemble de pays est demeuré au sommet de la distribution des revenus mondiaux et seule une poignée de pays ayant commencé pauvres a pu rejoindre ce groupe à hauts revenus.

Les progrès les plus rapides du développement humain revêtent plusieurs formes : les pays les plus performants en termes d'IDH, en termes d'IDH non monétaire et en PIB, 1970-2010

Tableau 1

Classement	Améliorations en		
	IDH	IDH non monétaire	Revenu
1	Oman	Oman	Chine
2	Chine	Népal	Botswana
3	Népal	Arabie saoudite	Corée du Sud
4	Indonésie	Libye	Hong Kong, Chine
5	Arabie saoudite	Algérie	Malaisie
6	RDP Lao	Tunisie	Indonésie
7	Tunisie	Iran	Malte
8	Corée du Sud	Éthiopie	Viet Nam
9	Algérie	Corée du Sud	Maurice
10	Maroc	Indonésie	Inde

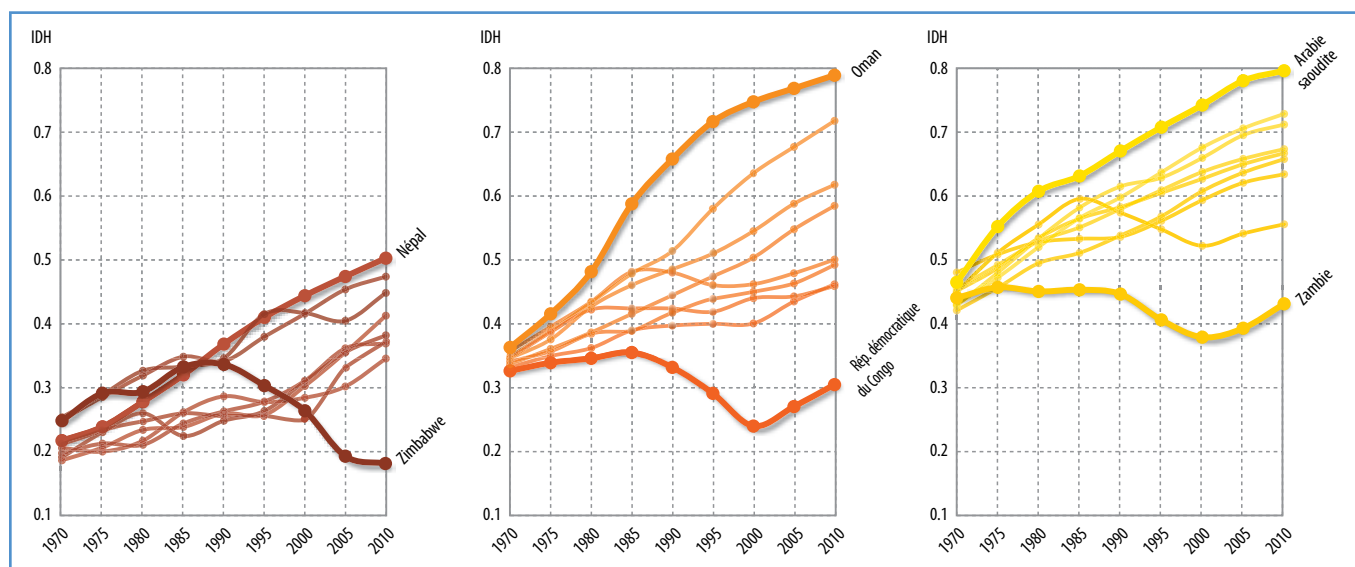
Note : Les améliorations en termes d'IDH et d'IDH non monétaire sont mesurées par la déviation de la ligne de régression – c'est-à-dire la manière dont un pays se comporte relativement aux autres pays démarrant d'un même point (voir le Rapport complet). Les améliorations en termes de revenu sont mesurées par le taux de croissance en pourcentage annuel en PIB par habitant.

Source : Calculs du BRDH à partir de la base de données du BRDH.

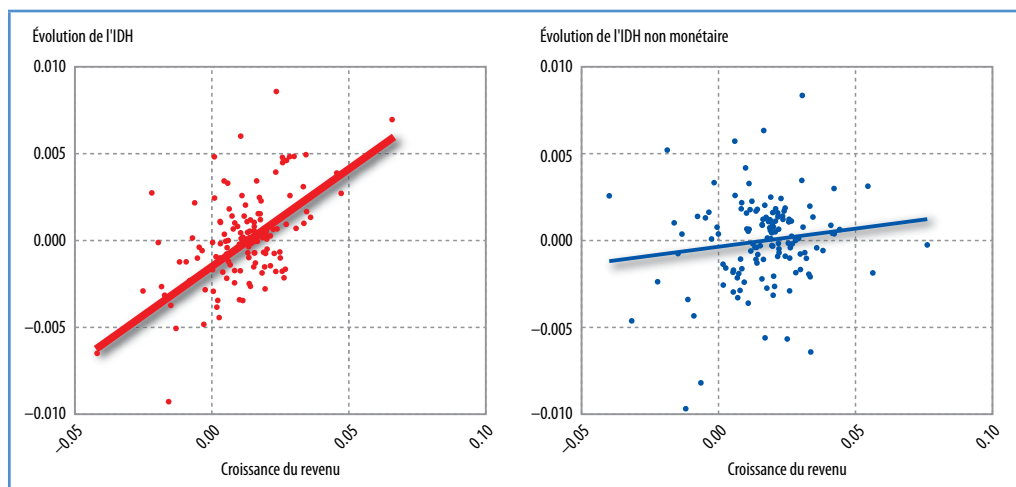
Au final, des progrès importants ont été enregistrés, mais tout n'a pas été positif, loin s'en faut. Certains pays ont essuyé des revers sérieux – particulièrement en ce qui concerne la santé – effaçant parfois en quelques années les gains accumulés durant plusieurs décennies. La croissance économique s'est révélée extrêmement inégale – tout à la fois entre les pays à croissance rapide et au sein

FIGURE 2

Diversité des chemins : évolution de l'Indice de développement humain à partir de points de départ similaires en 1970



Source : Calculs du BRDH à partir de la base de données du BRDH.



Note : Données fondées sur l'analyse de la déviation de la ligne de régression (voir le Rapport complet) ; le revenu représente le PIB par habitant ; une ligne de régression plus épaisse indique que la corrélation est significative en termes statistiques.

Source : Calculs du BRDH à partir de la base de données du BRDH.

du groupe de ceux bénéficiant d'un progrès national d'ensemble. Les différences de développement humain dans le monde, si elles se réduisent, demeurent énormes.

Comprendre les modèles et les moteurs du développement humain

Le progrès mondial a coïncidé avec une variabilité importante entre pays. Ce constat suggère que des forces globales ont facilité le progrès à tous les niveaux de développement pour tous les pays, mais que ces derniers tirent différemment parti de ces opportunités.

Un des résultats les plus surprenants de la recherche sur le développement humain de ces dernières années, confirmé dans ce Rapport, est l'absence de corrélation forte entre la croissance économique et les améliorations en termes de santé et d'éducation (Figure 3). Notre recherche montre que cette relation est particulièrement limitée aux niveaux faible et moyen d'IDH. Ceci s'explique par l'évolution des ressorts fondamentaux du progrès en matière de santé et d'éducation. La corrélation entre niveaux de revenu et autres dimensions du développement humain aujourd'hui, qui contraste avec l'absence de corrélation longitudinale, est un instantané qui reflète un modèle ancien, lorsque les pays à forte croissance économique étaient les seuls capables de financer les avancées coûteuses en matière de santé et d'éducation. Mais des

améliorations technologiques et des changements de structures sociétales permettent aujourd'hui même aux pays les plus pauvres de réaliser des gains significatifs dans d'autres domaines.

La circulation sans précédent des idées entre les pays au cours de la période récente – allant de améliorations dans le domaine des technologies médicales, à des idéaux politiques en passant par certaines techniques de production – ont eu un effet transformateur. De nombreuses innovations ont permis aux pays d'améliorer la santé et l'éducation à un coût très bas – ce qui explique pourquoi l'association entre le revenu et les dimensions non monétaires du développement humain a faibli dans le temps.

Les revenus et la croissance restent primordiaux. Toute autre conclusion passerait sous silence l'importance du revenu dans l'élargissement des libertés des gens. Le revenu est essentiel dans la mesure où il détermine le contrôle des individus sur les ressources nécessaires pour se nourrir, se loger et se vêtir, tout en offrant des options bien plus larges – comme travailler à des activités constructives et intrinsèquement gratifiantes ou passer plus de temps avec des personnes chères. La croissance du revenu peut indiquer que les opportunités d'emplois décents s'élargissent – quoique cela ne soit pas toujours le cas – et les contractions économiques et les destructions d'emploi qui en résultent ne sont jamais une bonne nouvelle pour personne. Le revenu constitue aussi la source des taxes et autres prélèvements collectés par les gouvernements pour fournir des services publics et mettre en œuvre des

programmes redistributifs. Ainsi, un accroissement des revenus bénéficiant au plus grand nombre demeure une priorité de politique publique.

Nos résultats ne contestent pas davantage l'importance d'un revenu plus élevé pour l'amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux, une relation qui est corroborée par de nombreux résultats au niveau microéconomique. La corrélation forte entre le statut socio-économique et la santé reflète l'avantage relatif des personnes plus riches en ce qui concerne l'accès aux services de santé. Mais l'analyse de ce Rapport met en doute l'idée selon laquelle la croissance des revenus en termes d'économie serait suffisante pour améliorer la santé et l'éducation dans les pays à IDH faible et moyen. C'est là une bonne nouvelle, dans la mesure où une croissance durable s'est souvent révélée hors d'atteinte.

Nos résultats confirment également, par de nouvelles données et de nouvelles analyses, deux assertions centrales du RDH depuis son origine : que le développement humain est différent de la croissance économique et que des résultats substantiels sont possibles même sans croissance rapide. Les premiers RDH désignaient l'État indien de Kerala et des pays tels que le Costa Rica, Cuba et le Sri Lanka, qui avaient atteint un développement humain bien supérieur à d'autres pays avec un niveau de revenu comparable. Ces réussites furent possibles parce que la croissance était détachée des processus déterminant les progrès dans les dimensions non monétaires du développement humain.

L'importance des institutions

Les politiques et les réformes compatibles avec un progrès varient grandement selon le contexte institutionnel et dépendent des contraintes structurelles et politiques. Des tentatives de transplantations de solutions politiques et institutionnelles vers des pays présentant des conditions différentes échouent souvent. Typiquement, les politiques mises en œuvre doivent être guidées par le contexte institutionnel prévalant pour apporter le changement. Par exemple, une politique de libéralisation économique en Inde tenta d'assouplir un environnement d'affaires excessivement restrictif dominé par les entreprises familiales en réduisant la réglementation et en introduisant une plus forte compétition. En bref, alors que les institutions sont un déterminant essentiel du développement humain, leur action réciproque avec le contexte mérite une investigation poussée.

La manière dont les relations entre les marchés et les États sont organisées constitue un facteur important. Les gouvernements ont traité, de bien des façons, la question de la tension entre le besoin de développer les marchés pour générer revenus et dynamisme et la nécessité de corriger les échecs de marché. Les marchés peuvent être nécessaires à un dynamisme économique soutenu, mais ils n'amènent pas nécessairement des progrès dans les autres dimensions du développement humain. Un développement qui favorise une croissance économique rapide est rarement durable. En d'autres mots, l'économie de marché est nécessaire, mais elle ne suffit pas.

Ces observations évoquent le brillant exposé que fit Karl Polanyi il y a plus de 60 ans à propos du mythe d'un marché autorégulateur – l'idée que les marchés puissent exister dans un vide politique et institutionnel. En général, les marchés affichent de piètres performances en termes de fourniture de biens publics tels que sécurité, stabilité, santé et éducation. Par exemple, les entreprises produisant des produits bon marché requérant une main-d'œuvre importante ou celles exploitant les ressources naturelles peuvent ne pas vouloir un personnel mieux éduqué et peuvent se préoccuper très peu de la santé des travailleurs si la réserve de main-d'œuvre est abondante. Sans une action étatique et sociétale complémentaire, les marchés peuvent être déficients en termes de durabilité environnementale, créant des conditions de dégradation environnementales, voire même des désastres tels que les coulées de boue à Java et les fuites de pétrole dans le Golfe du Mexique.

Cependant, les régulations demandent un État capable et un engagement politique, et les capacités des États sont souvent limitées. Certains gouvernements de pays en développement ont tenté d'imiter les actions d'un État moderne développé sans en avoir les ressources ou la capacité. Par exemple, les régimes de substitution d'importation dans bien des pays d'Amérique latine s'enlisèrent lorsque ces pays essayèrent de développer une politique industrielle ciblée. En revanche, une des principales leçons des pays de l'Asie du sud-est fut qu'un État capable et déterminé peut être un moteur du développement et de la croissance du marché. Ce qui est possible et adéquat est spécifique au contexte. Au-delà de l'État, les acteurs de la société civile ont démontré un potentiel à restreindre les excès du marché et de l'État, même si les gouvernements cherchant à contrôler la dissension peuvent restreindre les activités de la société civile.

Les dynamiques peuvent être vertueuses lorsque les pays s'engagent sur la double voie de la transition vers des institutions de marché inclusives et

Nos résultats confirment également deux assertions centrales du RDH depuis son origine : que le développement humain est différent de la croissance économique et que des résultats substantiels sont possibles même sans croissance rapide

des institutions politiques inclusives. Mais ceci est difficile et rare. Un capitalisme oligarchique tend à provoquer sa propre fin, soit parce qu'il étouffe les moteurs productifs de l'innovation – comme dans le cas des régimes de substitution d'importation qui ont échoué en Amérique latine et dans les Caraïbes – soit parce que le progrès matériel augmente les aspirations des gens et défie la mainmise d'une élite étroite sur le pouvoir, comme au Brésil, en Indonésie et en Corée du Sud dans les années 90.

Les bonnes nouvelles n'arrivent pas toutes en même temps

Le développement humain n'est pas seulement affaire de santé, d'éducation et de revenu – il touche aussi à l'engagement actif des gens dans le façonnement du développement, de l'équité et de la soutenabilité, des aspects intrinsèques de la liberté dont ils doivent profiter pour mener une vie dont ils puissent apprécier la valeur. Le consensus au sujet de ce que le progrès sur ces fronts implique est moindre, et nous manquons de mesures. Mais le manque de quantification n'est pas une raison pour les négliger ou les ignorer.

Même lorsque les pays progressent en termes d'IDH, ils n'excellent pas nécessairement dans les dimensions élargies. Il s'avère possible d'avoir un IDH élevé tout en menant une politique non soutenable,

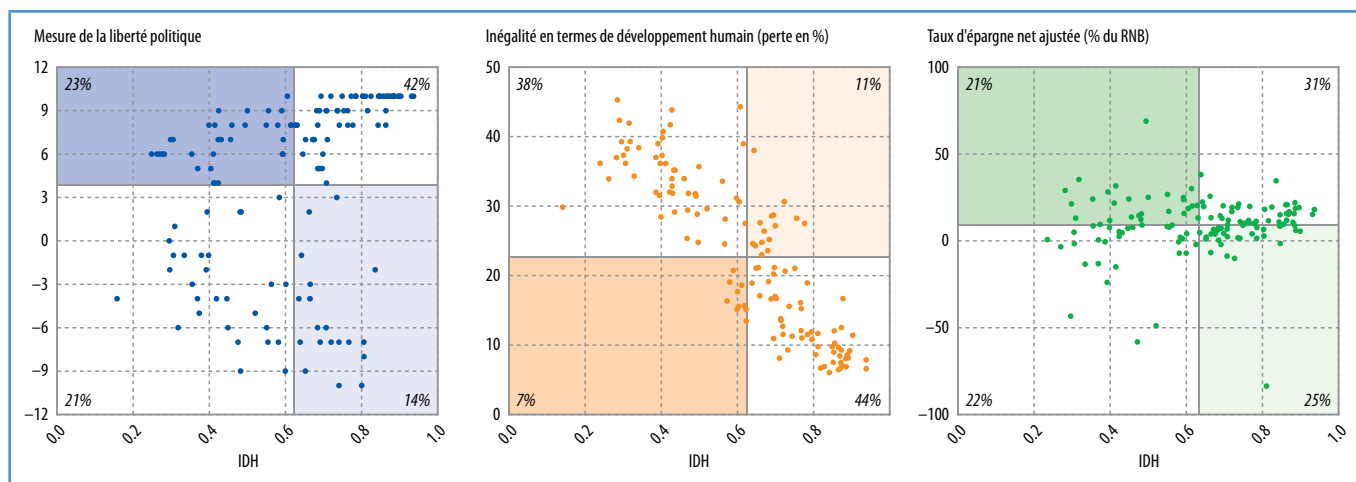
et en étant non démocratique et inégal, de la même manière qu'il est possible d'avoir un IDH faible et d'afficher des caractéristiques exactement inverses. Ces modèles posent des défis importants à la manière dont nous réfléchissons au développement humain, à ses mesures, et aux politiques visant à améliorer ses résultats et ses procédés dans le temps.

Il n'existe pas de modèle simple reliant l'IDH aux autres dimensions du développement humain telles que l'autonomisation et la soutenabilité (Figure 4). L'inégalité représente une exception dans la mesure où elle est négativement liée à la valeur d'IDH, mais cette relation même est caractérisée par une large variance. Le manque de corrélation est évident dans le grand nombre de pays qui ont des valeurs d'IDH de haut niveau mais une pauvre performance en ce qui concerne les autres variables : approximativement un quart des pays ont un IDH élevé mais une pauvre durabilité ; et nous voyons une image similaire quoique moins marquée en ce qui concerne les libertés politiques.

Les changements contribuant à l'autonomisation incluent les nettes améliorations en matière d'alphabétisation et de performances éducatives dans de nombreuses parties du monde, qui ont renforcé la capacité des individus à prendre des choix avisés et à tenir les gouvernements responsables. L'étendue de l'autonomisation et son expression se sont élargies, par le biais combiné de la technologie

FIGURE 4

Corrélation entre l'indice de développement humain et les dimensions élargies du développement humain – autonomisation, inégalité et soutenabilité, 2010



Note : Les données correspondent à 2010 ou à l'année la plus récente disponible. Les lignes représentent les moyennes des distributions. Les valeurs de pourcentage sont la part de pays dans l'échantillon se trouvant dans chacun des quadrants. Se reporter au Rapport complet, pour davantage d'informations sur les mesures de liberté politique, de soutenabilité environnementale et d'inégalité.

Source : Calculs du BRDH basés sur les Indicateurs de développement mondial 2010, Washington, D.C. : Banque Mondiale et M. Marshall et K. Jagers, 2010, "Projet Polity IV, Political Regime Characteristics and Transitions, 1800–2008," Integrated Network for Societal Conflict Research (INSCR) Program, College Park, Md. : Center for International Development and Conflict Management (CIDCM), University of Maryland.

et des institutions. En particulier, la prolifération de la téléphonie mobile et de la télévision par satellite, ainsi que la généralisation de l'accès à l'Internet, ont énormément accru l'offre d'information et la capacité à exprimer des opinions.

La part des démocraties formelles a augmenté, passant de moins d'un tiers des pays en 1970 à la moitié d'entre eux dans le milieu des années 90 pour atteindre les trois cinquièmes en 2008. Nombre de formes hybrides d'organisations politiques ont émergé. Si la réalité du changement et la qualité du fonctionnement politique ont varié, et si bien des démocraties formelles demeurent imparfaites et fragiles, les processus de définition des politiques publiques tiennent aujourd'hui bien mieux compte des vues et des préoccupations des citoyens. Les processus démocratiques locaux se renforcent dans bien des pays. Des luttes politiques ont amené des changements substantiels dans beaucoup d'entre eux, élargissant fortement la représentation des personnes traditionnellement marginalisées, notamment les femmes, les pauvres, les groupes indigènes, les réfugiés et les minorités sexuelles.

Mais les moyennes peuvent être trompeuses. Depuis les années 80, l'inégalité des revenus a plus augmenté que régressé dans un plus grand nombre de pays. Pour chaque pays dans lequel l'inégalité a été réduite au cours des 30 dernières années, on en

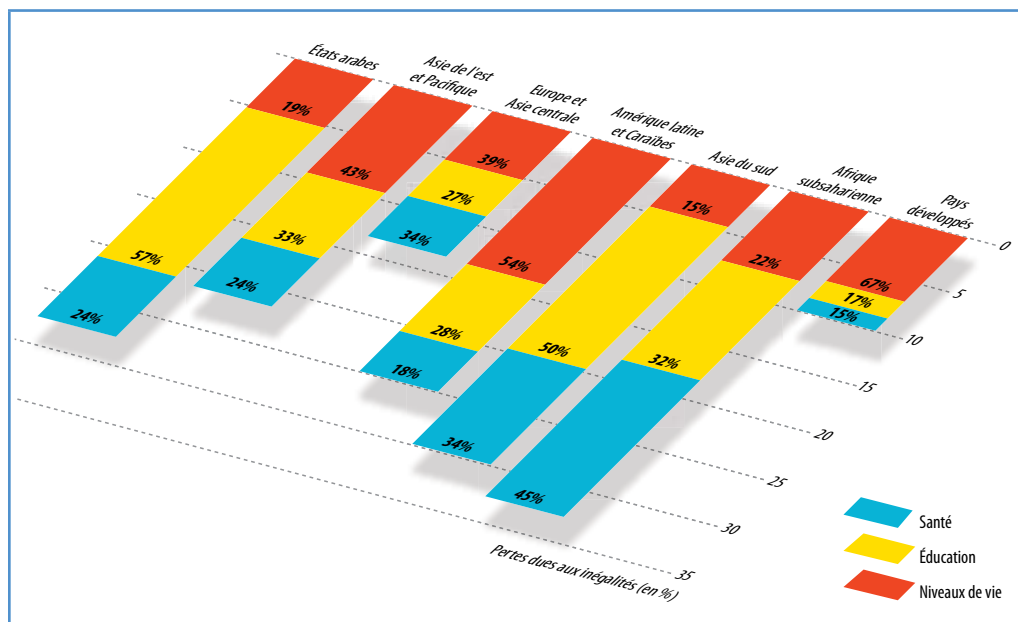
trouve plus de deux dans lesquels elle s'est aggravée, et ce tout particulièrement dans les pays de l'ancienne Union Soviétique. La plupart des pays de l'Asie de l'est et du Pacifique affichent également une inégalité de revenu plus forte qu'elle ne l'était il y a quelques décennies. L'Amérique latine et les Caraïbes constituent une importante et récente exception : alors qu'elles ont été pendant longtemps les régions avec les plus fortes disparités en termes d'actifs et de revenus, des améliorations majeures récentes ont conduit à des dépenses publiques plus progressives et des politiques sociales plus ciblées.

Les années récentes ont également exposé la fragilité de certaines de nos réussites – ce qui est peut être illustré de la meilleure façon par la crise financière la plus sévère depuis plusieurs décennies, une crise qui a causé la perte d'emploi de 34 millions de personnes et a entraîné dans son sillage 64 millions de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté de revenu de \$1,25 par jour. Le risque d'une dépression « à deux creux » demeure et un rétablissement complet pourrait prendre plusieurs années.

Mais le plus grand défi pour la perpétuation du progrès en matière de développement humain vient sans doute du manque de soutenabilité des modes de production et de consommation. Rendre le développement humain réellement soutenable

FIGURE 5

Pertes constatées dans l'Indice de développement humain et ses composantes en raison des inégalités – par région



Note : Les chiffres à l'intérieur des barres représentent la part en pourcentage des pertes totales dues aux inégalités que l'on peut attribuer à chaque composante de l'IDH.

Source : Calculs du BRDH à partir de la base de données du BRDH.

Nous introduisons trois nouveaux indices pour tenir compte des aspects multidimensionnels du bien-être en termes d'inégalité, d'équité de genre et de pauvreté. Ils reflètent des méthodes avancées et une meilleure disponibilité

implique de rompre le lien étroit entre la croissance économique et les émissions de gaz à effets de serre. Certains pays développés ont commencé à réduire les effets les plus néfastes par le biais du recyclage et d'investissements dans les transports publics et les infrastructures. Mais la plupart des pays en développement sont handicapés par les coûts élevés et la faible disponibilité d'une énergie propre.

Nouvelles mesures pour une réalité mouvante

Repousser les frontières du domaine de la mesure a toujours été une des pierres angulaires de l'approche du développement humain. Mais il ne s'est jamais agi de mesurer pour le plaisir de mesurer. L'IDH a permis une réflexion innovatrice sur le progrès en donnant corps à l'idée simple mais forte que le développement ne se limite pas au seul revenu. Tout au long des années, le RDH a introduit de nouvelles mesures pour évaluer les progrès dans les domaines de la réduction de la pauvreté et de l'autonomisation des femmes. Mais le manque de données fiables a constitué une contrainte majeure.

Cette année, nous introduisons trois nouveaux indices pour tenir compte des aspects multidimensionnels du bien-être en termes d'inégalité, d'équité de genre et de pauvreté. Ils reflètent des méthodes avancées et une meilleure disponibilité. Nous présentons également une version améliorée de l'IDH qui, même si elle conserve les mêmes trois dimensions, a tenu compte des critiques fondées dont l'ancienne version a été l'objet et utilise des indicateurs plus pertinents pour l'évaluation du progrès futur.

L'ajustement de l'indice de développement humain aux inégalités. La prise en compte de l'inégalité dans chaque dimension de l'IDH répond à un objectif énoncé pour la première fois dans le RDH de 1990. Ce Rapport introduit l'IDH ajusté aux inégalités (IDHI), une mesure du développement humain des individus dans une société qui tient compte des inégalités. Sous condition d'égalité parfaite, l'IDH et l'IDHI sont égaux. L'IDH d'une personne « moyenne » dans une société est inférieur à l'IDH global lorsqu'il y a une inégalité dans la distribution de la santé, de l'éducation et du revenu ; plus l'IDHI est bas (et plus sa différence avec l'IDH est grande), plus l'inégalité est forte. Nous appliquons cette mesure à 139 pays. Quelques résultats :

- La perte moyenne en IDH ajusté aux inégalités est d'environ 22 pour cent – c'est à dire que, ajusté pour inégalité, l'IDH global de 0.62 en 2010 tomberait à 0.49, ce qui représente une chute de la catégorie d'IDH élevé à la catégorie moyenne. Les baisses induites vont de 6 pour cent (République tchèque) à 45 pour cent (Mozambique), avec quatre cinquièmes des pays perdant plus de 10 pour cent, et presque deux-cinquièmes des pays perdant plus de 25 pour cent.
- Les pays ayant un développement humain moindre tendent à avoir de plus fortes inégalités dans un plus grand nombre de dimensions – et de ce fait des pertes plus importantes en développement humain. La population en Namibie perd 44 pour cent, en République centrafricaine 42 pour cent et à Haïti 41 pour cent du fait de l'inégalité multidimensionnelle.
- Les populations d'Afrique subsaharienne souffrent des pertes les plus importantes du fait d'inégalités substantielles dans les trois dimensions. Dans d'autres régions, les pertes sont plus directement attribuables à une inégalité dans une dimension unique – notamment la santé en Asie du sud (Figure 5).

Une nouvelle mesure d'inégalité de genre. Les désavantages que subissent les filles et les femmes constituent une source majeure d'inégalité. Trop souvent, elles souffrent de discrimination en matière de santé, d'éducation et sur le marché du travail – avec des répercussions négatives sur leurs libertés. Nous introduisons une nouvelle mesure de ces inégalités construite sur le même modèle que l'IDH et l'IDHI – pour mieux exposer les différences dans la distribution des progrès entre hommes et femmes. L'indice d'inégalité de genre montre que :

- L'inégalité de genre varie énormément d'un pays à l'autre, les pertes dues à l'inégalité de genre (qui ne sont pas directement comparables aux pertes totales d'inégalité car des variables différentes sont utilisées) s'échelonnant de 17 à 85 pour cent. Les Pays-Bas figurent au premier rang en termes d'égalité de genre, suivi par le Danemark, la Suède et la Suisse.
- Les pays ayant une distribution inégale de développement humain souffrent également d'une inégalité élevée entre hommes et femmes, et les pays avec une haute inégalité entre les genres souffrent également d'une distribution inégale de développement humain. Parmi les pays particulièrement mauvais sur les deux fronts se trouvent la République centrafricaine, Haïti et le Mozambique.

Une mesure multidimensionnelle de la pauvreté.

Tout comme le développement, la pauvreté est multidimensionnelle – mais ceci est traditionnellement ignoré par les chiffres des gros titres. Le Rapport de cette année introduit l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) qui complète les mesures basées sur le revenu en considérant les déprivations multiples et leur superposition. L'indice identifie les déprivations au travers des mêmes trois dimensions que celles considérées par l'IDH et indique le nombre de gens qui sont pauvres (souffrant d'un nombre donné de déprivations) et le nombre de déprivations que les ménages pauvres confrontent. Il peut être exposé par région, ethnicité, et en d'autres groupes, ainsi que par dimension, ce qui en fait un outil approprié pour les décideurs. Quelques résultats :

- Environ 1,75 milliard de personnes dans les 104 pays couverts par l'IPM – un tiers de leur population – vivent dans une pauvreté multidimensionnelle ; il s'agit là des pays où au moins un tiers des indicateurs indiquent une déprivation sévère en termes de santé, d'éducation ou de niveau de vie. Ce chiffre dépasse les 1,44 milliard d'habitants de ces pays vivant avec moins de \$1,25 par jour (bien que cela soit inférieur à la proportion de personnes vivant avec \$2 ou moins). Les modèles de déprivations diffèrent également de ceux de la pauvreté de revenu dans divers aspects importants : dans de nombreux pays, entre autres l'Éthiopie et le Guatemala, on compte un nombre plus élevé de personnes qui sont « multidimensionnellement » pauvres. Toutefois, dans un quart des pays environ pour lesquels les deux estimatifs sont disponibles – tels la Chine, la Tanzanie et l'Ouzbékistan – les taux de pauvreté de revenu sont plus élevés.
- L'Afrique subsaharienne affiche la plus forte incidence de pauvreté multidimensionnelle, celle-ci allant d'un minimum de 3 pour cent en Afrique du Sud à un 93 pour cent massif au Niger ; la part moyenne de déprivations s'échelonne entre 45 pour cent (au Gabon, au Lesotho et au Swaziland) et 69 pour cent (au Niger). Pourtant, la moitié des « multidimensionnellement » pauvres vivent en Asie du sud (51 pour cent, soit 844 millions de personnes), et plus d'un quart vivent en Afrique (28 pour cent ou 458 millions).

* * *

Ces nouvelles mesures fournissent bien d'autres résultats et points de vue nouveaux qui peuvent orienter la formulation des politiques de développement et les débats qui les entourent. Toute perte importante en termes d'IDH, due à l'inégalité, signale que la société aurait beaucoup à gagner à concentrer ses efforts sur des réformes renforçant l'équité. De façon similaire, un indice de pauvreté multidimensionnelle élevé coïncidant avec un faible niveau de pauvreté monétaire suggère qu'il y aurait beaucoup à gagner à améliorer la prestation de services publics de base. Ces mesures ouvrent de nouvelles et passionnantes voies pour la recherche, nous permettant de traiter des questions essentielles. Quels sont les pays qui obtiennent le plus de réussite en matière de réduction des inégalités dans le développement humain ? La marche vers l'égalité de genre a-t-elle un rôle moteur ou est-elle le simple reflet de tendances lourdes du développement ? La réduction de la pauvreté de revenu entraîne-t-elle une réduction de la pauvreté multidimensionnelle, ou est-ce le contraire ?

Montrer la voie au développement humain futur

Quelles sont les implications pour l'agenda de politiques aux niveaux national et international ? Le constat est encourageant mais doit susciter la prudence. Le progrès est possible même sans ressources massives : la vie des populations peut être améliorée par des moyens qui sont déjà à la disposition de la plupart des pays. Mais le succès n'est pas garanti, et il existe autant de chemins menant au développement humain que de conditions historiques, politiques, et institutionnelles.

Une grande partie du discours sur le développement s'est efforcé d'articuler des prescriptions de politique uniformes, applicables à la plupart des pays. Les failles de ce projet intellectuel sont maintenant évidentes et largement acceptées. Elles soulignent la nécessité de reconnaître la spécificité des pays et des communautés, dans le respect des principes de base qui peuvent guider les stratégies et politiques de développement dans des contextes différents. Un rapport mondial comme celui-ci peut tirer des leçons d'ordre général et pousser la recherche et l'agenda politique ainsi que les échanges dans plusieurs domaines complémentaires.

Si les solutions standard sont intrinsèquement vouées à l'échec, comment alors pouvons-nous guider l'élaboration des politiques publiques ? Des politiques sont conçues et mises en œuvre quotidiennement à

Ces nouvelles mesures fournissent bien d'autres résultats et points de vue nouveaux qui peuvent orienter la formulation des politiques de développement et les débats qui les entourent

travers le monde, et les institutions de développement et les chercheurs sont en quête de conseils concrets. Voici quelques idées de base :

- *Penser d'abord aux principes.* La question de savoir si une politique donnée est généralement bonne ou non pour le développement humain n'est pas la meilleure approche, car la plupart des politiques fonctionnent bien dans certains contextes et pas dans d'autres. Nous devons plutôt nous demander quels sont les principes que nous pouvons retenir pour évaluer les différentes alternatives possibles. Par exemple, l'on peut décider de mettre l'accent sur l'équité et la pauvreté, ou de choisir de développer des institutions de gestion des conflits et de résolution des litiges. La façon dont ceci se traduira en termes de politiques publiques spécifiques variera selon le contexte. Il est vital de tenir compte, de façon attentive, de l'expérience et des contraintes institutionnelles, structurelles et politiques propres à chaque pays.
- *Ne pas mésestimer l'importance du contexte.* Les capacités de l'État et les contraintes politiques sont deux exemples qui illustrent l'importance du contexte. Partir de l'hypothèse qu'un État et un cadre réglementaire fonctionnels sont déjà en place, ou peuvent être « transplantés » ou créés facilement, constitue une cause classique d'échec. De la même manière, les politiques nationales qui ignorent les ressorts de l'économie politique locale le font à leur propre risque. Toute tentative de formulation de politiques publiques non ancrée dans une compréhension de ces réalités institutionnelles a de fortes chances d'être inadaptée.
- *Faire évoluer les politiques mondiales.* Les nombreux défis, tels que les migrations internationales, la mise en place de règles commerciales et d'investissement équitables et efficaces, et les menaces internationales comme le changement climatique, dépassent la capacité des seuls États. La mise en application d'un système de gouvernance global promouvant la responsabilité démocratique, la transparence et l'inclusion des pays les moins développés – et visant à assurer un environnement économique global stable et soutenable – doit répondre à ces défis.

Les retombées des RDH ont illustré le fait que la réflexion sur les politiques publiques peut être guidée et stimulée par une exploration en profondeur des dimensions essentielles du développement

humain. Un des éléments importants de cette tradition est incontestablement la richesse des pistes de recherche et d'analyse qui en résultent. Ce Rapport montre comment nous pouvons suivre ces diverses pistes sur la base de meilleures données et analyses tendanciennes. Mais il reste beaucoup à faire. Trois priorités émergent : améliorer les données et les analyses pour nourrir les débats, fournir une alternative aux approches conventionnelles de l'étude du développement, et renforcer notre compréhension des inégalités, de l'autonomisation, de la vulnérabilité et de la soutenabilité.

L'analyse de la croissance économique et de sa relation avec le développement demande en particulier d'être repensée de façon radicale. Une vaste littérature théorique et empirique assimile de manière quasiment uniforme croissance et développement. Ses modèles supposent traditionnellement que les individus ne s'intéressent qu'à leur consommation ; ses applications empiriques se concentrent presque exclusivement sur les effets des politiques et des institutions sur la croissance économique.

L'assertion centrale de l'approche du développement humain, au contraire, est que le bien-être n'est pas réductible à l'argent ; il comprend l'ensemble des possibilités dont les gens disposent pour mettre à exécution les plans de vie qu'ils ont choisis de poursuivre pour des raisons qui leur sont propres. Voilà l'origine de notre appel pour une nouvelle vision économique – une vision dont l'objectif est de faire progresser le bien-être humain, où les politiques de croissance, entre autres, sont évaluées et mises en œuvre de façon vigoureuse au regard de leur seule capacité à soutenir le développement humain à court terme et long terme.

Martin Luther King écrivait : « Le progrès humain n'est jamais le fruit tardif de l'inévitabilité. Il découle d'efforts inlassables et d'un travail persistant... Sans ce travail ardu, le temps lui-même peut se faire allié des forces de stagnation. » L'idée de développement humain exemplifie ces efforts, consentis par un groupe engagé d'intellectuels et de praticiens désireux de changer la manière dont nous pensons le progrès des sociétés.

Mais traduire dans les faits les objectifs du développement humain exige d'aller plus loin. Placer les individus au centre du développement est bien plus qu'un exercice intellectuel. Cela nécessite que le progrès soit équitable et bénéficie à tous, en transformant les individus en acteurs actifs du changement et en s'assurant que les succès du présent ne sont pas acquis au détriment des générations futures. Relever ces défis n'est pas seulement une possibilité – c'est une nécessité, dont l'urgence n'a jamais été aussi grande.

Légende des pays

Rang en 2010 et variation du rang entre 2005 et 2010

Afghanistan	155	↑	1	Émirats arabes unis	32	↑	5	Malaisie	57	↓	2	Slovénie	29		
Afrique du Sud	110	↓	6	Équateur	77	↓	2	Malawi	153			Soudan	154	↓	2
Albanie	64	↓	1	Espagne	20	↑	1	Maldives	107	↑	4	Sri Lanka	91		
Algérie	84	↑	1	Estonie	34	↓	3	Mali	160	↑	2	Suède	9	↓	3
Allemagne	10	↓	1	États-Unis d'Amérique	4			Malte	33	↓	3	Suisse	13		
Andorre	30	↑	2	Éthiopie	157	↑	3	Maroc	114	↑	1	Suriname	94	↓	5
Angola	146	↑	2	ex-République yougoslave de Macédoine	71	↑	1	Maurice	72	↓	2	Swaziland	121		
Arabie saoudite	55	↓	2	Fédération de Russie	65	↑	3	Mauritanie	136			Tadjikistan	112		
Argentine	46	↑	4	Fidji	86	↓	9	Mexique	56	↓	2	Tanzanie (République-Unie de)	148	↑	1
Arménie	76			Finlande	16	↓	2	Micronésie (États fédérés de)	103	↓	5	Tchad	163	↓	6
Australie	2			France	14	↑	5	Moldova (République de)	99			Thaïlande	92	↑	1
Autriche	25	↓	1	Gabon	93	↑	1	Mongolie	100	↑	2	Timor-Leste	120	↑	11
Azerbaïdjan	67	↑	16	Gambie	151	↓	1	Monténégro	49	↓	1	Togo	139	↓	4
Bahamas	43	↓	3	Géorgie	74	↓	3	Mozambique	165			Tonga	85	↓	6
Bahrein	39	↓	1	Ghana	130	↓	2	Myanmar	132	↑	6	Trinité-et-Tobago	59	↑	1
Bangladesh	129	↑	1	Grèce	22	↑	3	Namibie	105	↑	2	Tunisie	81	↑	5
Barbade	42	↓	1	Guatemala	116			Népal	138	↑	5	Turkménistan	87		
Bélarus	61	↑	1	Guinée	156	↓	1	Nicaragua	115	↓	2	Turquie	83	↓	1
Belgique	18	↓	1	Guinée équatoriale	117	↑	1	Niger	167	↓	1	Ukraine	69	↓	3
Belize	78	↓	9	Guinée-Bissau	164	↓	1	Nigéria	142			Uruguay	52		
Bénin	134			Guyana	104	↑	1	Norvège	1			Venezuela (République bolivarienne du)	75	↑	3
Bolivie (État plurinational de)	95	↓	3	Haïti	145	↓	6	Nouvelle-Zélande	3			Viet Nam	113	↑	1
Bosnie-Herzégovine	68	↓	4	Honduras	106			Ouganda	143	↑	4	Yémen	133	↑	8
Botswana	98	↑	2	Hong Kong, Chine (RAS)	21	↑	2	Ouzbékistan	102	↓	1	Zambie	150	↑	1
Brésil	73			Hongrie	36	↓	1	Pakistan	125	↓	2	Zimbabwe	169		
Brunei Darussalam (le)	37	↓	4	Îles Salomon	123	↓	4	Panama	54	↑	4				
Bulgarie	58	↓	1	Inde	119	↑	1	Papouasie-Nouvelle-Guinée	137						
Burkina Faso	161			Indonésie	108	↑	2	Paraguay	96						
Burundi	166	↑	1	Iran (République islamique d')	70	↑	10	Pays-Bas	7	↑	3				
Cambodge	124	↑	1	Irlande	5			Pérou	63	↑	4				
Cameroun	131	↓	2	Islande	17	↓	10	Philippines	97	↓	2				
Canada	8			Israël	15			Pologne	41	↑	3				
Cap-Vert	118	↓	1	Italie	23	↑	4	Portugal	40	↑	3				
Chili	45	↑	2	Jamahiriya arabe libyenne (la)	53	↑	3	Qatar	38	↓	4				
Chine	89	↑	8	Jamaïque	80	↓	6	République arabe syrienne	111	↓	3				
Chypre	35	↑	4	Japon	11	↑	1	République centrafricaine	159	↓	1				
Colombie	79	↑	2	Jordanie	82	↑	2	République démocratique populaire lao	122	↑	4				
Comores	140	↓	8	Kazakhstan	66	↓	1	République dominicaine	88						
Congo	126	↓	4	Kenya	128	↓	1	République tchèque	28	↓	2				
Congo (République démocratique du)	168			Kirghizistan	109			Roumanie	50	↑	1				
Corée du Sud	12	↑	8	Koweït	47	↓	2	Royaume-Uni	26	↓	4				
Costa Rica	62	↓	1	Lesotho	141	↓	1	Rwanda	152	↑	2				
Côte d'Ivoire	149	↓	4	Lettonie	48	↓	2	Sao Tomé-et-Principe	127	↓	3				
Croatie	51	↓	2	Libéria	162	↑	2	Sénégal	144						
Danemark	19	↓	3	Liechtenstein	6	↑	5	Serbie	60	↓	1				
Djibouti	147	↓	1	Lituanie	44	↓	2	Sierra Leone	158	↑	1				
Égypte	101	↑	2	Luxembourg	24	↓	6	Singapour	27	↑	1				
El Salvador	90			Madagascar	135	↓	2	Slovaquie	31	↑	5				

NOTE :

Les flèches indiquent une mobilité en amont ou en aval dans le classement du pays considéré, entre 2005 et 2010, étant calculée sur la base de données et d'une méthodologie cohérentes. Un espace vide indique « pas de changement ».